

Encore plus de migrants en France grâce à l'accord UE-Turquie et à l'Ofpra

écrit par Hoplite | 13 avril 2016



Du côté français, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a déclaré, dimanche 20 mars, qu'il ne participerait pas à la mise en œuvre de l'accord liant l'Union européenne et la Turquie. L'Ofpra, seule instance habilitée à délivrer le statut de réfugiés au nom de la France, estime que ce texte, signé vendredi 18 mars, qui autorise le renvoi en Turquie de Syriens éligibles à l'asile en Europe entre en contradiction avec ses valeurs.

Ce qui signifie que l'Ofpra se fiche des accords signés par le gouvernement français. Qui les finance?

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a déclaré, dimanche 20 mars, qu'il ne participerait pas à la mise en œuvre de l'accord liant l'Union européenne et la Turquie. L'Ofpra, seule instance habilitée à délivrer le statut de réfugiés au nom de la France, estime que ce texte, signé vendredi 18 mars, qui autorise le renvoi en Turquie de Syriens éligibles à l'asile en Europe entre en contradiction avec ses valeurs. Si les homologues européens de l'Office français devaient en faire autant, l'accord avec la Turquie deviendrait difficile à mettre en

œuvre. En attendant, la position de l'Ofpra pourrait accélérer l'arrivée des 30 000 réfugiés que la France s'est engagée à accueillir avant la fin de 2017.

Selon l'Ofpra, une vingtaine d'agents de protection de l'Office devraient bien s'envoler pour la Grèce dans les jours à venir. Mais leur mission se cantonnera à proposer aux migrants déjà arrivés à Athènes, ou bloqués à la frontière macédonienne, de rejoindre l'Hexagone dans le cadre de ce « quota » de 30 000 réfugiés.

Ce week-end, la France s'est dite prête à fournir des renforts pour épauler l'Agence européenne chargée de l'asile (European Asylum Support Office). Elle enverra donc, en plus des agents Ofpra, quelque 80 fonctionnaires de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et des préfectures, **pour enregistrer les entrants en Europe**, selon le ministère de l'intérieur. Ils s'ajouteront aux 200 officiers de police déjà envoyés pour soutenir l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex...

http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2016/03/21/l-accord-entre-l-u-e-et-la-turquie-pourrait-acceler-les-arrivees-de-refugies-en-france_4886748_1654200.html#4TxlcTiZ36RpjdLa.99